



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général

**Charte**   
RELATIONS FOURNISSEURS  
ET ACHATS RESPONSABLES  
**SIGNATAIRE**

**ACHETEUR**  
**DELEGATION INTERREGIONALE GRAND-CENTRE**  
**DEPARTEMENT IMMOBILIER**  
**4 rue Léon Mauris**  
**CS 17724**  
**21000 DIJON**

**REPRESENTANT DE L'ACHETEUR :**  
**Monsieur le Chef du département immobilier**

**MARCHE PUBLIC DE L'ETAT**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**Marché de prestations intellectuelles**

**FOUILLES ARCHEOLOGIQUES RELATIVES A L'EXTENSION DU  
PALAIS DE JUSTICE SUR LE SITE DE L'ANCIENNE MAISON  
D'ARRET DE MACON POUR LA CREATION DE LA CITE  
JUDICIAIRE**

**Type de procédure : MARCHE SUR APPEL D'OFFRES OUVERT**  
**Articles du Code de la commande publique concernés : Articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.**

# Sommaire

<b>1. Objet du marché - Dispositions générales .....</b>	<b>6</b>
1.1 Objet du marché .....	6
1.2 Fractionnement du marché en tranches optionnelles .....	7
1.3 Délais limites de notification des tranches optionnelles .....	8
1.4 Indemnité de dédit .....	8
1.5 Indemnité d'attente .....	8
1.6 Durée du marché .....	8
1.7 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	9
1.8 Protection des données à caractère personnel.....	9
1.9 Sous-traitance .....	9
1.10 Promotion de la charte « Relations fournisseurs et achats responsables » .....	9
1.11 Modification du marché .....	10
1.12 Prestations supplémentaires ou modificatives.....	10
<b>2. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>10</b>
<b>3. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>11</b>
<b>4. Développement durable – Dimension sociale.....</b>	<b>11</b>
4.1 Ega-conditionnalité .....	12
<b>5. Développement durable – Dimension environnementale.....</b>	<b>12</b>
<b>6. Prix et variation.....</b>	<b>13</b>
6.1 Mode d'établissement des prix du marché.....	13
6.2 Contenu des prix.....	13
6.3 Variation du prix .....	13
<b>7. Avance .....</b>	<b>14</b>
7.1 Modalités de règlement de l'avance .....	15
7.2 Modalités de résorption de l'avance .....	15
<b>8. Retenue de garantie .....</b>	<b>15</b>
<b>9. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>15</b>
9.1 Modalités de règlement du prix .....	16

9.2	Règlements en cas de groupements économiques .....	18
9.3	Païement direct des sous-traitants .....	19
9.4	Délais de paiement .....	19
9.5	Intérêts moratoires .....	20
<b>10.</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>20</b>
10.1	Dispositions générales .....	20
10.2	Pénalités pour retard .....	20
10.3	Autres pénalités .....	21
<b>11.</b>	<b>Dossiers à fournir par le titulaire .....</b>	<b>21</b>
<b>12.</b>	<b>Arrêt de l'exécution de la prestation .....</b>	<b>22</b>
<b>13.</b>	<b>Admission / Achèvement de la mission .....</b>	<b>22</b>
13.1	Admission des documents : ajournement, réfaction et rejet.....	22
13.2	Achèvement de la mission .....	23
<b>14.</b>	<b>Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....</b>	<b>23</b>
<b>15.</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>23</b>
<b>16.</b>	<b>Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats .....</b>	<b>23</b>
16.1	Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	23
16.2	Régime des résultats.....	24
<b>17.</b>	<b>Résiliation du marché .....</b>	<b>24</b>
17.1	Résiliation du marché pour faute du titulaire .....	24
17.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	24
<b>18.</b>	<b>Clauses techniques.....</b>	<b>24</b>
18.1	Conditions d'exécution.....	25
18.1.4	Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	27
18.2	Prescriptions scientifiques et techniques .....	27
18.3	Accès au site de fouille .....	28
18.4	Prescriptions de Chantier .....	29
18.5	Main d'œuvre et frais de personnel.....	31
18.6	Terrassements .....	32
18.7	Remise en état du site .....	32

18.8 Communication autour des travaux de fouilles .....	32
<b>19. Différends .....</b>	<b>33</b>
<b>20. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....</b>	<b>36</b>
20.1 Intervenants étrangers.....	37
20.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales .....	38
<b>21. Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>39</b>
<b>22. Annexes .....</b>	<b>39</b>

# 1. Objet du marché - Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent CCP est un marché de prestations intellectuelles relatif à la réalisation des prestations suivantes : fouilles archéologiques relatives à l'extension du palais de justice sur le site de l'ancienne maison d'arrêt de Mâcon pour la création de la cité judiciaire.

Les présentes fouilles archéologiques sont prescrites suite à l'arrêté préfectoral n°2023/477 du 3 octobre 2023 ;

Elles intéressent une zone d'environ 1400 m<sup>2</sup> et portent sur des vestiges allant de l'époque médiévale à l'époque moderne.

Le présent marché est scindé en 4 phases :

- Phase préparatoire,
- Phase 01 : Réalisation des travaux de fouilles archéologiques,
- phase 02 : Remise en état des zones fouillées,
- Phase 03 : Analyse et rédaction du rapport d'études relatif aux travaux de fouilles.

Conformément à la réglementation en vigueur, le site a fait l'objet d'un diagnostic archéologique préventif réalisé en septembre 2022 sous la direction de Monsieur Daniel Barthelemy du service de l'INRAP BOURGOGNE FRANCHE COMTE. Au vu du diagnostic, Monsieur le Préfet de Région a prescrit des fouilles archéologiques préventives préalables aux travaux d'extension du tribunal.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- phase préparation et documentaire de l'opération :
  - o élaboration d'une note d'organisation de la stratégie d'intervention ;
  - o PPSPS ;
  - o un document bibliographique ;
  - o PLANS et relevés :
    - plans topographiques détaillés depuis l'origine du décapage initial et tout au long de la phase fouilles
- phase post études : fourniture du rapport final d'intervention.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

Le maître d'ouvrage ne peut utiliser le résultat des prestations réalisées dans le cadre du marché que pour ses besoins propres. Cette utilisation comporte le droit de reproduire librement sur support au choix du maître d'ouvrage et de représenter les résultats des prestations. Le maître de l'ouvrage peut, après en avoir informé le titulaire du marché, publier des informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats obtenus, cette publication doit mentionner le titulaire du marché.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : 1, rue Léonce Lex, 71000 MACON, parcelles AY 141p, 144, 145p, 48p.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## 1.2 Fractionnement du marché en tranches optionnelles

Le présent marché fait l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique. Il comporte une tranche ferme et 3 tranches optionnelles désignées ci-après :

- *Tranche ferme* : tranche ferme : préparation des fouilles (préparation du terrain et réalisation des fouilles), remise en état des zones fouillées, analyse et rédaction du rapport et mission complémentaire (communication relative aux travaux de fouille) ;
- *Tranche optionnelle n°2* : tranche optionnelle 1 : fouille et étude de 10 sépultures complètes conformément au CCP et aux prescriptions de l'arrêté ;
- *Tranche optionnelle n°3* : tranche optionnelle 2 : fouille et étude de 10 sépultures complètes conformément au CCP et aux prescriptions de l'arrêté.
- *Tranche optionnelle n°4* : tranche optionnelle 3 : fouille et étude de 10 sépultures complètes conformément au CCP et aux prescriptions de l'arrêté.

### 1.3 Délais limites de notification des tranches optionnelles

Les délais limites de notification par ordre de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai contractuel de la tranche ferme :

- Pour la tranche n°2 : 6 mois ;
- Pour la tranche n°2 : 6 mois ;
- Pour la tranche n°3 : 6 mois.

Chaque ordre de service précise la date d'exécution des prestations de la tranche optionnelle correspondante.

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement des tranches postérieures sont prolongés d'autant sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. Il est également précisé qu'aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### 1.4 Indemnité de dédit

Le marché ne prévoit pas d'indemnité de dédit.

### 1.5 Indemnité d'attente

Il n'est pas prévu de versement d'indemnité d'attente.

### 1.6 Durée du marché

La durée du marché est définie à l'article *Durée du marché de l'acte d'engagement*. Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Le délai d'exécution du marché, pour les tranches optionnelles, part de la notification de la décision d'affermissement du maître d'ouvrage.



## 1.7 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG PI.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 1.8 Protection des données à caractère personnel

Les dispositions relatives aux mesures de sécurité ainsi qu'à la protection des données à caractère personnel sont énoncées dans l'annexe 1-RGPD du présent CCP.

## 1.9 Sous-traitance

Le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de ce marché dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L.2193-3 du Code de la commande publique, l'acheteur exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire.

Les tâches concernées sont les suivantes : fouilles archéologiques et élaboration du rapport des études

## 1.10 Promotion de la charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1<sup>er</sup> juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- À s'intéresser au parcours national des achats responsables ;
- À construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions

concernées ;

- Au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- À s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables » ;
- L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) ;
- Et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

### 1.11 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

### 1.12 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG PI, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG PI.

## 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire

original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- Le(s) Cahier(s) des Clauses Techniques Générales (CCTG) suivant(s) : travaux ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Mémoire technique du titulaire ;
- Etudes préalables éventuelles (amiante, plomb, géotechnique, thermique) ;
- Calendrier détaillé complété, le cas échéant, pendant la période de préparation des travaux ;
- Permis de construire ou autorisation de travaux éventuelle ;
- Arrêté du 3 octobre 2023 n° 2023/477.

### 3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### 4. Développement durable – Dimension sociale

## 4.1 Ega-conditionnalité

Le Ministère de la Justice a obtenu, le 8 mars 2022, l'alliance du label *Egalité professionnelle* et du label *Diversité* décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le Ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le Ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

**Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 2 mois avant la date de fin du marché :**

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite\\_Discriminations\\_Egalite\\_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent marché.

## 5. Développement durable – Dimension environnementale

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...

Le titulaire doit également, pendant toute la durée du marché, privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage que les bureaux de contrôles, les entreprises de travaux et tous autres

intervenants. Le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « *d'éviter de les imprimer* » dans les courriels d'accompagnement.

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique ou à défaut, par rapport aux exigences fixées ci-dessus.

Une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT est appliquée, suite à un contrôle aléatoire, en cas de non-respect des obligations définies ci-dessus et des engagements du titulaire pris dans son mémoire technique. Cette clause s'applique par manquement constaté.

## **6. Prix et variation**

### **6.1 Mode d'établissement des prix du marché**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation des prix* ci-dessous.

### **6.2 Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### **6.3 Variation du prix**

Les prix du marché sont révisables.

#### **6.3.1 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

#### **6.3.2 Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision (A) applicable pour le calcul de l'acompte du mois *n* est

donné par la formule de variation suivante :

### **Formule n°1 : A = ING**

- Les valeurs prises par l'index de référence « *ING – ING - Ingénierie - Base 2010* » seront calculées de la manière suivante :  $\text{Index } (n) / \text{Index } (o)$ .
- Index  $(n)$  : correspond au mois  $n$  d'exécution des prestations.
- Index  $(o)$  : correspond au mois  $Mo$  d'établissement des prix du marché.

Le coefficient (A) est appliqué au prix global forfaitaire.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est à apprécier au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à 1 mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

Le coefficient de révision obtenu sera arrondi au millième supérieur et à 3 décimales.

Le montant de cette révision sera réglé au prorata du montant réalisé des prestations.

## **7. Avance**

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire.

Chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est la suivante :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### **7.1 Modalités de règlement de l'avance**

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

La remise de cette garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

### **7.2 Modalités de résorption de l'avance**

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations-65)/15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations de la tranche affermie.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

## **8. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % (3% si c'est une PME) sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

## **9. Règlement des comptes au titulaire**

## 9.1 Modalités de règlement du prix

### 9.1.1 Règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire.

Chaque tranche à réaliser fait l'objet d'un règlement partiel définitif après décision d'admission distincte des prestations concernées.

Le calcul des acomptes est réalisé par un système de gestion informatique des marchés sur lequel le titulaire peut obtenir toutes les informations souhaitées auprès du représentant du maître d'ouvrage.

### 9.1.2 Demandes de paiement

#### **Demande de paiement d'acompte :**

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG PI, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

Les demandes de paiement sont transmises à la maîtrise d'ouvrage via la plateforme de facturation Chorus pro en cadre de facturation A5.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Le nom complet et l'adresse du titulaire et du maître d'ouvrage ;
- Le numéro SIRET/SIREN du titulaire ;
- Le numéro d'identification à la TVA intracommunautaire du titulaire et du maître d'ouvrage ;
- Les références du contrat ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ;
- Le numéro et la date du décompte mensuel ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;



- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, et leur montant TTC ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

Le maître d'ouvrage accepte la demande de paiement après avoir attesté du service fait en vérifiant la conformité qualitative et quantitative des prestations. Il établira un état d'acompte à l'aide du système de gestion informatique des marchés. Il déposera ensuite cet état d'acompte accompagné de la facture sur la plateforme de facturation Chorus pro en cadre de facturation A19 à l'attention du comptable pour mise en paiement.

L'acheteur se réserve le droit de rejeter via Chorus pro les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes.

#### **Demande de règlement partiel définitif :**

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG PI.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
  - Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
  - Au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de rejeter via Chorus pro les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes.

#### **Solde du contrat :**

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG PI. Elle est établie après l'achèvement de la dernière mission.

Le titulaire transmet le décompte pour solde via la plateforme de facturation Chorus pro en cadre de facturation A7. Ce décompte comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :

- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

Le maître d'ouvrage acceptera ou rectifiera le décompte pour solde établi par le titulaire.

Après avoir attesté du service fait en vérifiant la conformité qualitative et quantitative des prestations, le maître d'ouvrage établit le décompte général via le système de gestion informatique de marchés. Il notifie au titulaire le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte de solde transmis par le titulaire.

Dans un délai de trente jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

À la signature du décompte général par le maître d'ouvrage, ce dernier devient le décompte général et définitif. Le maître d'ouvrage transmet celui-ci au comptable via Chorus pro pour mise en paiement. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

L'acheteur se réserve le droit de rejeter via Chorus pro les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes.

### 9.1.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 13000509300112.

Les circuits de dépôt des demandes de paiement détaillés dans la partie 8.1.2 ci-dessus doivent être respectés. A défaut, les demandes de paiement seront rejetées par la maîtrise d'ouvrage.

Un mode opératoire relatif aux modalités de dépôt des factures sous Chorus pro est disponible et peut être communiqué sur demande transmise à l'adresse mail suivante : [di.dir-sq-grand-centre@justice.gouv.fr](mailto:di.dir-sq-grand-centre@justice.gouv.fr)

## 9.2 Règlements en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les

demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

### 9.3 Paiement direct des sous-traitants

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

Les dispositions ci-dessus sont complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### 9.4 Délais de paiement

En application de l'article 31 (et articles précédents et suivants) du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et de l'article R2192-17 du Code de la commande publique, les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs, des acomptes, et du solde sont fixés à 30 jours.

## 9.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

## 10. Pénalités

### 10.1 Dispositions générales

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

Toutes les pénalités mentionnées ci-dessous sont applicables au mois de constatation ou à n'importe quel autre moment du marché sur la base du constat effectué par la maîtrise d'ouvrage et matérialisé par un EXE13.

### 10.2 Pénalités pour retard

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Les stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG PI relatives aux pénalités de retard sont seules applicables.

Si l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il doit alors en informer par écrit le titulaire, lui laissant quinze jours pour répondre. Si le titulaire ne répond pas ou si ses observations ne justifient pas le retard, les pénalités seront appliquées dès le lendemain de l'expiration du délai contractuel.

Cette pénalité sera calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

Dans laquelle :

- **P** = le montant de la pénalité ;
- **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- **R** = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le dernier calendrier d'exécution et n'ayant fait l'objet d'aucune remarque. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

### 10.3 Autres pénalités

Les autres pénalités sont détaillées dans l'annexe 2 du présent CCAP ("Annexe autres pénalités PI")

## 11. Dossiers à fournir par le titulaire

Dans le cadre du marché, le titulaire devra transmettre tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, par voie électronique, à l'adresse suivante :

[christophe.huber@justice.gouv.fr](mailto:christophe.huber@justice.gouv.fr)

Pour la transmission des documents, tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- standard (.zip),
- Adobe, Acrobat (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf, .doc ou .xls ou .ppt ),
- le format DWF ou encore pour les images bitmaps (.bmp, .jpg, .gif ).

Pour la transmission des fichier volumineux, seule la plateforme "Francetransfert" sera utilisée.

Le titulaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre à l'acheteur, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, l'acheteur se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au prestataire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Toutefois, le titulaire fournira sous forme matérialisée (format papier) les documents suivants avec le nombre d'exemplaire correspondant :

- rapports intermédiaires (2 exemplaires) ;
- rapport final (5 exemplaires).

## 12. Arrêt de l'exécution de la prestation

Dans la mesure où des parties techniques sont prévues dans l'acte d'engagement et ce conformément à l'article 22 du CCAG PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques sans indemnité.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

## 13. Admission / Achèvement de la mission

### 13.1 Admission des documents : ajournement, réfaction et rejet

L'acheteur procédera à l'admission des documents produits par le titulaire conformément aux dispositions du CCAG PI ainsi que de l'article *Délais d'établissement des prestations* de l'acte d'engagement dans les délais définis ci-dessous.

Les documents devront être validés au préalable par la D.R.A.C..

L'admission des documents produits sera matérialisée par une décision prise par le maître d'ouvrage et communiquée par courriel (l'adresse mail utilisée sera celle mentionnée dans l'acte d'engagement) ou via PLACE.

### **13.2 Achèvement de la mission**

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

Chaque tranche fait l'objet d'une décision d'admission distincte.

## **14. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG PI seront applicables.

## **15. Assurances**

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## **16. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats**

### **16.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards**

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG PI seront applicable du marché.

## 16.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 35 du CCAG PI :

- Dans le cadre du marché, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.
- Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

## 17. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI sont applicables du marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

### 17.1 Résiliation du marché pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG PI.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### 17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## 18. Clauses techniques



Les clauses techniques applicables sont les suivantes :

### 18.1 Conditions d'exécution

#### 18.1.1 Modalités particulières de réalisation des prestations

##### ***Déclaration d'intention de commencer les travaux***

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt.

Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles. Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

##### ***Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)***

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

### **Utilisation et entretien des réseaux d'assainissement**

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer la protection des réseaux d'assainissement en exploitation dans l'emprise de son chantier (maintien des tampons sur les regards, entretien des points d'engouffrement, etc...).

Le raccordement des réseaux propres aux bâtiments avec le réseau extérieur se fera au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, à condition que les réseaux intérieurs possèdent tous leurs équipements définitifs. L'entrepreneur de maçonnerie devra assurer l'entretien de ces réseaux pendant toute la durée du chantier.

### **Réparation des dégâts causés aux ouvrages existants**

Les dégâts causés par l'entrepreneur aux ouvrages de voiries, réseaux divers et d'aménagement général, seront réparés aux frais de l'entrepreneur.

Dans l'hypothèse où plusieurs entrepreneurs travailleraient en même temps sur le site, ces frais de réparation seraient imputés au responsable des dégâts.

### **Repérage des réseaux**

**Outre la réalisation des DICT, le titulaire devra prévoir dans son offre les éventuels repérages de réseaux complémentaires non répertoriés sur les DT/DICT. cette prestation comprend des éventuelles Opérations de géodétection pour repérage des réseaux superficiels et sécurisation des points des fouilles**

#### **18.1.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

#### 18.1.3 Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

#### 18.1.4 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

### 18.2 Prescriptions scientifiques et techniques

Les prescriptions techniques sont définies dans les arrêtés de prescriptions de fouilles et les cahiers des charges scientifiques annexés au présent CCTP.

Conformément aux dispositions des articles R522-1, R523-60, R523-61 du code du patrimoine, un contrôle scientifique et technique est exercé par les services de l'État chargés de l'archéologie.

L'attention du titulaire est attirée sur la dénomination utilisée dans le cahier des charges scientifique. Le site de fouilles est concerné par 3 tranches optionnelles qui sont conditionné par une demande de la DRAC et par un affermissement de tranche du Maître d'Ouvrage. L'activation des tranches optionnelles de fouilles fera l'objet d'une transmission par écrit du maître d'ouvrage, sur la base d'un avis écrit du Conservateur régional de l'archéologie, rendu dans les conditions définies dans le cahier des charges scientifique.

Dans sa prestation, le titulaire devra prendre en compte :

- l'analyse et l'inventaire du mobilier,
- la saisie des données,
- les études par les spécialistes,
- la DAO,
- la restitution topographique,
- la rédaction du rapport final d'opération,
- la synthèse et la remise du rapport au SRA pour validation, aux formats exigés au cahier des charges scientifique,

- la rédaction et la remise des documents demandés au CCTP pendant la phase post-fouilles,
- toutes sujétions de travail.

La prestation comprend également des prises de vues zénithales de la zone de fouille et notamment :

- l'amenée et le repli du matériel nécessaire,
- la réalisation des prises de vue,
- toutes sujétions d'exécution.

Pour la partie réalisation de levé topographique, le marché comprend l'utilisation d'une station topographique et notamment :

- l'amenée et le repli du matériel,
- toutes sujétions d'exécution.

### 18.3 Accès au site de fouille

Le site de fouilles est entièrement propriété de l'État – ministère de la Justice, maître d'ouvrage. Les travaux de fouilles devront être réalisés en site occupé et devront limiter au maximum les nuisances qui pourraient nuire au bon fonctionnement du tribunal. Des contraintes horaires seront imposées pour l'exécution des travaux bruyants. **Pour certains impératifs inhérents au fonctionnement du tribunal, certaines phases de chantier pourraient être décalées dans le temps. Le titulaire devra impérativement participer à une réunion de chantier hebdomadaire où il informera les utilisateurs des travaux à venir et de l'impact sur le fonctionnement du tribunal.**

Une attention particulière devra être prise aux abords immédiats des fondations des bâtiments existants.

La sécurité du site devra être maintenue par tous moyens de barriérage

Le prestataire devra prévoir une zone pour les besoins du chantier (stockage des déblais en particulier). Il pourra utilement y prévoir les installations de chantier. Cette zone devra être matérialisée sur un plan et validé par la MOA matérialisée sur le plan annexé au présent CCTP. Elle est également propriété de l'État.

L'accès au site de fouilles s'effectue depuis la rue Léonce Lex. Des mesures devront être prises pour limiter les risques d'intrusion. Il incombe au titulaire de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la fermeture physique et sécurisée du site 24h/24h. Certaines opérations (amenée et repli du matériel, par exemple) sont susceptibles de nécessiter ponctuellement la mise en place d'une signalisation temporaire sur les voies publiques voisines. Le cas échéant, la signalisation et la protection du chantier sont à la charge du titulaire, et également l'élaboration des permissions de voiries.

#### 18.4 Prescriptions de Chantier

Elles comprennent, en outre les prestations visées aux articles 31 et 37 du C.C.A.G. Travaux :

- l'amenée et les repliements des matériels et des bâtiments de chantier,
- la fourniture et la mise en place des installations sanitaires,
- les frais de branchement, d'aménagement et de fonctionnement des réseaux nécessaires au fonctionnement des diverses installations de chantier (eau potable, assainissement, électricité, ...),
- les préparations et les aménagements complémentaires ainsi que l'entretien des terrains destinés aux installations,
- les frais d'achat ou de location éventuelle de surfaces supplémentaires à celles mises gratuitement à la disposition du titulaire par le maître d'œuvre,
- les frais de clôture, de gardiennage des installations, et en particulier, les frais liés à la sécurisation physique du site de fouilles conformément aux dispositions du CCTP,
- les piquetages spéciaux et complémentaires, les vérifications d'implantations diverses qui incombent à l'opérateur économique ainsi que leur conservation,
- les frais d'établissement et de rédaction des documents divers, en particulier ceux documents demandés au CCAP et au CCTP pendant la période de préparation et la phase « terrain »,
- les dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité,
- les dispositions relatives au respect et à la protection de l'environnement, en particulier la collecte et le traitement des eaux usées et autres effluents,
- les dispositions relatives à la prise en compte de la sécurité routière, notamment l'établissement des éventuels dossiers d'exploitation sous chantier et la signalisation temporaire
- la remise en état des lieux en fin de chantier et la préparation du constat contradictoire.

La nature, l'état et l'emplacement des voies et ouvrages existants qui pourront être utilisés pendant la période d'exécution des travaux par l'entrepreneur, feront l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement entre le Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur, au moment de l'ouverture de chantier, et aux frais de l'entrepreneur.

Le titulaire est en charge de la mise en œuvre d'une base vie conforme aux prescriptions du SPS et de son entretien.

Le titulaire aura à sa charge le nettoyage des voies, allées et trottoirs utilisés tant par ses propres engins et véhicules, que par ceux des autres corps d'état.

Il aura également à sa charge sur les voies ouvertes à la circulation, au droit des entrées et sorties de chantier, la mise en place et l'entretien des panneaux de signalisation

routière indispensables ; des aires de nettoyage de camions équipées d'engins appropriés devront être installées aux différentes sorties du chantier.

Tout manquement de l'entrepreneur à ses obligations, entraînera de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet au bout d'un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès au chantier,
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise désignée par le Maître de l'Ouvrage, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

Les dégâts causés par l'entrepreneur aux ouvrages de voiries, réseaux divers et d'aménagement général, seront réparés aux frais de l'entrepreneur.

Dans l'hypothèse où plusieurs entrepreneurs travailleraient en même temps sur le site, ces frais de réparation seraient imputés de la façon suivante :

- Au responsable des dégâts, s'il est connu,
- Dans le cas contraire, les frais seraient répartis au prorata de l'importance de leur marché entre les entrepreneurs ayant eu des travaux en cours, pendant cette période et pour lesquels ces travaux présenteraient un risque possible de causer les dégâts constatés.

Tous les déchets de chantier (mis dans les bennes) seront transportés par le titulaire vers les centres de recyclages agréés.

Il devra le nettoyage de son chantier, la sortie et l'évacuation de ses gravats jusqu'aux bennes pris en compte dans le cadre du chantier de façon quotidienne et l'évacuation de ses matériels et matériaux excédentaires dès la fin de ses travaux ou tranche de travaux et à chaque fois qu'une gêne sera occasionnée à une autre entreprise pour la bonne marche du chantier. En cas de carence, le maître d'ouvrage fera exécuter ce travail par une entreprise de son choix. Les dépenses correspondantes, déterminées selon attachements, seront retenues sur les décomptes de travaux du ou des entreprises responsable(s).

Les bennes seront mises en place durant toute la durée du chantier.

Les entrepreneurs nettoieront dans tous les cas leurs postes de travail en fin de journée et ne devront installer aucun dépôt de matériaux, ni de décharges en dehors des aires réservées à cet effet.

Ces prescriptions dérogent à la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP).

De plus ce nettoyage pourra être demandé autant de fois que nécessaire par le maître de l'ouvrage ou le coordonnateur SPS s'ils jugent que l'état de propreté du chantier n'est pas satisfaisant.

Avant les OPR, ou pour les états des lieux intermédiaires, l'entreprise devra enlever matériel, matériaux et déchets.

Pour le jour des Opérations Préalables à la Réception, il devra être réalisé un nettoyage complet du site

**En compléments, les prestations à réaliser dans le cadre des travaux de fouilles archéologiques comprennent les éléments suivants :**

- Démolition des murs actuellement présents dans l'emprise de fouille (mur séparant les parcelles 48 et 144/145 ; mur séparant la parcelle 144 de la petite cour qui occupe l'angle sud-est de l'emprise). Ces murs seront à démolir dans le cadre des travaux de fouilles, l'entreprise est chargée de conserver les pierres sèches sur site pour une utilisation ultérieure, si possible. Les murs d'enceinte séparant le domaine public et le du tribunal devront impérativement être conservés,
- Débroussaillage et abattage d'arbres existants : Débroussaillage sur l'emprise du terrain, comprenant coupement et arrachage des taillis, broussailles, arbustes, haies et toutes autres végétations, compris arrachage des racines. Arrachage des arbres existants, enlèvement des souches et évacuation en décharge. Il devra être prévu tout le matériel nécessaire à la protection des biens et des personnes se trouvant à proximité du site. L'abattage des arbres devra être réalisé par des professionnels et une méthode appropriée devra être utilisée. Chargement et enlèvement hors du chantier de tous les produits du débroussaillage et de l'abattage, à toute distance. Le débroussaillage comprend le coupement et l'enlèvement des souches et racines de tous arbres pour tout diamètre.

**18.5 Main d'œuvre et frais de personnel**

Le marché comprend l'ensemble des frais des personnels intervenant sur l'opération de fouilles (responsable d'opération, archéologue, techniciens, spécialistes, topographes...) et en outre les frais de personnel relatifs à :

- la coordination de l'équipe de fouille,
- la responsabilité des travaux,
- la mise au point du chantier lors de la phase préparatoire,
- la fourniture des matériels nécessaires aux travaux de fouille manuelle pour réaliser les prestations conformément au CCTP,
- la réalisation des travaux de fouilles,
- le piquetage de la zone,
- la réalisation des mesures permettant de dresser le plan des vestiges,
- la collecte et le classement du mobilier archéologique,
- la réalisation des croquis, dessins, photos et diverses notations favorisant la compréhension,
- toutes sujétions de travail.

### 18.6 Terrassements

Les prestations de terrassement comprendront le décapage de la zone de fouilles, l'évacuation des déblais, ainsi que leur remise en place en fin de chantier.

Ce prix comprend notamment :

- le défrichage, le dessouchage éventuel et l'évacuation des déchets végétaux,
- l'extraction des matériaux sur des hauteurs variables, par passes successives jusqu'à l'apparition des vestiges, sous contrôle du responsable d'opération,
- la mise en dépôt des déblais,
- la remise en place des déblais,
- toutes sujétions de travail dues à la nature des terrains.

Pour réaliser ces prestations, le titulaire devra disposer d'engins de chantier nécessaires à la bonne tenue des fouilles et de l'engagement calendaire. La prestation comprend notamment :

- la location des engins de chantiers pendant la durée nécessaire aux travaux de terrassements,
- la rémunération de son conducteur,
- le transfert des engins de chantier sur la zone de fouille notamment l'amenée des engins de chantier et le repliement des engins
- le drainage et le pompage de la zone de fouille notamment la fourniture des matériels, son fonctionnement pendant la durée des travaux pour effectuer le pompage et le drainage,
- le conduit de rabattement à l'extérieur de la zone des travaux (vers un point bas),
- les dispositifs éventuels de traitement des eaux,
- le repliement des matériels à la fin des travaux.

### 18.7 Remise en état du site

**Le marché comprend la remise en état du site après validation de la fin des prescriptions de fouilles de la phase terrain. Le titulaire devra combler les trous faits dans le cadre des fouilles. La plateforme pourra être conservé au niveau des têtes de pieux.**

### 18.8 Communication autour des travaux de fouilles

Sont ajoutés au périmètre du marché des prestations relatives à la communication sur les travaux. Pour rappel, le titulaire doit fournir dans le cadre de son offre une note détaillant son programme de communication qu'il souhaite mettre en place autour de ces interventions de fouilles.

En outre, et au minimum, le titulaire transmettra au maître d'ouvrage des courts documents de vulgarisation, détaillant l'opération et ses premiers résultats, à des fins de



communication. Ces documents, à destination du grand public, doivent employer un vocabulaire non spécialisé accessible à tous.

Il est prévu à minima :

- la conception, la production, la réalisation et la pose d'un ou 2 panneaux d'information à poser sur le domaine public ou en limite du domaine public comprenant un premier accompagné de photographies d'illustration en couleur de dimension minimum de 1.5m\*1.0m dans un matériaux imputrescible et solide, dans un délai d'un mois après le démarrage de la phase « terrain » ;
- un premier article (environ une page) accompagné de photographies d'illustration, dans un délai d'un mois après le démarrage de la phase « terrain » ;
- un second article similaire, dans un délai d'un mois après le démarrage de la phase « post-fouilles » ;
- une plaquette de présentation illustrée, de type « dépliant » au format A4 recto-verso au format paysage (6 colonnes de contenu), dans un délai de six mois après le démarrage de la phase « postfouilles ».
- l'animation, la préparation et la participation à une réunion d'information auprès du personnel Justice et une réunion d'information pour le grand public.

Des demandes complémentaires peuvent être formalisées en fonction des besoins, par le maître d'ouvrage.

## 19. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG PI.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

### **1/ Principes communs au règlement amiable des différends :**

- Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends :

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions :

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « *Relations fournisseurs* » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité :

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le Code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

## **2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs :**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le Ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le Ministère de la Justice et ses  
fournisseurs 13 Place Vendôme  
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur, pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs, peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

**ATTENTION** : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

• **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs » :**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

1. Le nom de l'entreprise à l'origine de la demande ;
2. Son numéro de SIRET ;
3. L'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s) ;
4. L'objet de sa sollicitation ;
5. Le service concerné au sein du ministère de la Justice ;
6. Les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le Ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- Durée de la médiation :

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213 6 du Code de justice administrative.

### **3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises :**

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public  
1C – Bâtiment Condorcet  
6 Rue Louise Weiss – Télédoc 353  
75703 PARIS Cedex 13

## **20. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

## 20.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application des articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, L. 5221-3 et L. 5221-11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».*

En application de l'article L. 1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## 20.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire :**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

### **b/ Documents à produire :**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1 du Code du travail, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du même code, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins, les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de 8 jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

## 21. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG PI par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 22 du CCAG PI par l'article *Arrêt de l'exécution de la prestation*

## 22. Annexes

Annexe 1 : clause relative à la RGPD

Annexe 2 : Autres pénalités PI